

Une crise peut en escamoter une autre

par Emmanuel Pic, économiste, Université catholique de Lille - 6 mai 2020

À l'heure où le dé-confinement s'organise dans de nombreux pays, la question de « l'après » s'impose dans le débat public.

Elle n'a pas toujours la même signification selon les uns et les autres.

Elle porte parfois simplement sur la manière de revenir à une situation normalisée, elle se veut dans d'autres cas une interrogation sur le modèle de société.

Comme toute crise violente, celle du covid-19 entraîne de fortes affirmations sur l'air des : « on ne nous y reprendra plus », « les leçons doivent être tirées », « le monde ne sera plus le même », etc. Cependant, le précédent récent de la crise de 2008 devrait nous inciter à ne pas être trop optimiste ou naïf, en accordant trop de foi à ces proclamations énoncées sous le coup de l'émotion et de la peur mais qui peinent bien souvent à masquer l'impatience de retrouver la quiétude passée.

L'État n'est pas un ménage

À nouveau, comme en 2008, nous voyons revenir ce « moment Keynes » qui conduit certains, dans une forme d'enthousiasme surprenant, à jeter aux orties les « lois intangibles de l'économie »

et la « bonne gestion » qu'ils brandissaient encore la veille. L'argent magique dont le président de la République invoquait l'absence pour disqualifier les revendications d'une infirmière existe désormais. Réjouissons-nous que nos dirigeants comprennent enfin que l'État n'est pas un ménage et que la dépense pour lui n'est pas exactement soumise aux mêmes contraintes que celle d'une famille. Profitons de ce moment où ils reconnaissent que le modèle du tout marché a ses limites.

Craignons cependant que ce moment soit bref et qu'ils reviennent bien vite à la doxa de l'austérité et de l'efficacité des marchés.

Depuis l'annonce de plans massifs, voire sans limite, de soutien aux en-

treprises et aux ménages, l'essentiel du débat entre économistes s'organise autour de la question de savoir comment ces dépenses doivent être financées et quels sont les risques auxquels elles exposent les économies en fonction des modalités de financements qui seront adoptées. Nos journaux sont pleins de ce débat.

Son mérite est de rappeler qu'il n'y a pas de limite financière à la dépense publique, sauf si on choisit de se l'imposer.

Sur ce plan, la décision de la Cour Constitutionnelle allemande du 5 mai dernier, remettant en cause la légalité des rachats de dettes souveraines par la BCE depuis 2012, est très inquiétante. Elle pourrait conduire à empêcher la BCE d'agir pour assurer la survie même de l'euro. En poussant jusqu'au bout la logique de l'ordo-libéralisme, la Cour Constitutionnelle en démontre les dangers pour une société qui a besoin de sa monnaie pour se protéger et se transformer.

Mais si importante que soit cette question du choix des modes de financement des dépenses publiques (en particulier dans le contexte de la zone euro), là n'est pourtant pas l'essentiel pour notre avenir. Si nous en restons à ce débat, c'est que nous serons passés à côté de cet essentiel. **La crise du covid-19 aura alors escamoté la crise écologique, autrement plus existentielle.**

Nous ne pouvons pas nous contenter d'avoir une gestion conjoncturelle de l'après-crise, c'est-à-dire une gestion qui n'interroge pas sérieusement les fondements et donc la structure de nos économies.

Jusqu'ici, et cela est normal, la réponse économique à la crise provoquée par les décisions prises pour lutter contre la propagation puis l'aggravation de l'épidémie a été quasi instinctive : protéger du mieux possible les ménages et les entreprises en profitant du **privilège dont bénéficie l'État de pouvoir dépenser sans limite**. Privilège provenant, rappelons-

le, de la nature de la monnaie qui n'est rien d'autre qu'une promesse de payer émise par l'État¹.

Nous avons les ressources pour agir

Rester sur cette ligne de réponse, n'envisager notre riposte au choc d'offre et à l'éventuel choc de demande à venir qu'en termes de soutien à l'activité, sans s'interroger profondément sur la nature et les conditions de cette activité, tant du point de vue de l'offre que de la demande, nous conduirait à ne pas regarder la crise la plus grave à laquelle nous faisons face. **Ne laissons pas la crise du covid-19 être le train qui nous cache celui de la crise écologique, autrement plus dangereuse.** Ne laissons pas cette occasion, peut-être unique, de nous attaquer franchement à ce mur qui

1) Pour une présentation synthétique de cette question, on pourra se reporter à : L. Randall Wray : "From the state theory of money to the modern money theory : an alternative to economic orthodoxy", *Working paper n° 792*, Levy Economic Institute of Bard College, 2014.

nous menace si nous ne faisons rien. Les mesures proprement extraordinaires prises depuis le début de la crise sanitaire démontrent que, face à un danger perçu comme imminent, notre capacité d'action collective est très au-delà de ce qui nous semblait possible en temps ordinaires. **C'est là la première leçon que nous pouvons tirer de cette crise.**

Elle crée un immense espoir sur notre capacité de réaction face à la crise écologique, si tant est que nous acceptions de la considérer comme à la fois extrêmement menaçante et imminente. Un effort pédagogique immense reste à faire dans ce sens et il est temps de ce point de vue de ne plus railler et disqualifier les « colapsologues », comme on le fait des porteurs de mauvaises nouvelles.

La crise du covid-19 nous montre combien un effondrement est possible en raison des limites de la biosphère et de l'incroyable complexité de nos systèmes économiques et sociaux.

La deuxième grande leçon de cette crise est que face à l'effondrement, l'État a un rôle irremplaçable à jouer. Lui seul peut financer et créer le cadre et les conditions de la protection et de la reconstruction.

On voit aussi qu'il ne peut pas tout. Les États, l'Union Européenne et ses membres en particulier², sauront-ils saisir cette occasion et commencer à redessiner les contours d'une économie respectant la vie, la biosphère en général ?

Nous sommes en guerre, nous disait-on récemment. Même si cette assertion est contestable par bien des aspects, si nous sommes en guerre, c'est sans doute moins contre le covid-19 que contre nous-mêmes, incapables que nous sommes jusqu'ici de renoncer à un modèle économique et

2) Il n'y a sans doute pas grand-chose à attendre dans l'immédiat des États-Unis et de la Chine. Les uns comme l'autre paraissent plus accaparés par leur désir de puissance qu'ils associent à la puissance économique et à la domination des marchés que par l'avenir de l'espèce humaine. Cela paraît encore plus vrai des États-Unis que de la Chine.

social qui menace jusqu'à notre capacité à vivre dans des conditions décentes, incapables que nous sommes de prendre la décision d'entrer réellement et fermement dans la transition écologique.

Nous avons jusqu'ici tergiversé, trop souvent adopté la politique des petits pas. Si nous sommes conscients que la crise est réelle et extrêmement menaçante, alors acceptons enfin de renoncer à cette politique de l'évitement et de la procrastination. La crise sanitaire actuelle nous montre que nous sommes capables de trancher dans le vif, de prendre des décisions fortes quand l'urgence le commande.

Les États disposent aujourd'hui d'une fenêtre d'action, qui pourrait se refermer rapidement si on ne s'y engouffre pas immédiatement.

Cette fenêtre d'action, c'est la capacité de faire prévaloir des objectifs collectifs forts dans un moment de crise aiguë. C'est l'opportunité d'utiliser la stratégie du choc, pour

une fois pour le bien commun³. **Les États disposent également d'un levier d'action qu'ils redécouvrent aujourd'hui, la dépense publique.**

Réorienter l'action publique

Le « moment Keynes » évoqué plus haut n'est peut-être pas celui que l'on croit. Et ce pourrait plutôt être celui du Keynes de « *How to pay for the war* »⁴. La référence à l'économie de guerre faite par le président de la République et les thèses de Keynes ouvrent des voies qui, si elles sont peut-être différentes de celles que l'on croyait, n'en sont pas moins intéressantes.

La question qui est devant nous est celle de savoir si les États profiteront

3) N. Klein : *La stratégie du choc*, Babel Essais, 2013.

4) R. Skidelsky, biographe et exégète de Keynes : *What Would Keynes Say Now ?* <https://www.project-syndicate.org/commentary/keynes-how-to-pay-for-war-against-covid19-by-robert-skidelsky-2020-03>

de l'occasion pour réorienter radicalement les cadres réglementaires vers des normes imposant des productions et des consommations compatibles avec les limites que nous imposent la biosphère et la justice sociale à l'échelle de l'humanité.

La question qui se pose à un gouvernement en guerre n'est pas celle des ressources financières, mais celle des ressources réelles (matières premières, capital physique, force de travail) dont l'économie dispose pour réaliser la production permettant d'atteindre les buts visés. Pour l'État, la difficulté n'est pas de financer cette production, mais de mobiliser et d'orienter les ressources disponibles en vue de cette production.

R. Skidelsky nous rappelle que dans cette situation, Keynes préconisait de financer la dépense publique par l'impôt ! Non pas tant pour prendre l'argent où il est que pour éviter d'alimenter une demande qui n'est pas

souhaitable et qui risquerait de diverger des ressources des productions indispensables : « *But a war economy is a shortage economy in which you can't have both guns and butter. Butter has to be rationed to produce more guns. The problem then becomes one of excess demand, not deficient demand* »⁵.

Il est peut-être temps d'assécher la demande pour certains biens et de soutenir la production d'autres en fonction des impératifs de la transition écologique, en utilisant tous les ressorts qu'offrent la politique

budgetaire notamment et le pouvoir d'orientation des États.

Le soutien massif à l'économie ne devrait s'envisager que dans cette perspective.

E. Pic

5) Ibid. « Mais une économie de guerre est une économie de pénurie dans laquelle vous ne pouvez pas avoir à la fois des armes et du beurre. Le beurre doit être rationné pour produire plus d'armes. Le problème devient alors celui d'une demande excédentaire, et non d'une demande insuffisante ».